



La fabrique de l'Opinion

L'invité du 14 Bassano

Baisser le poids de la sphère publique de 250 milliards d'euros !

Xavier Fontanet: « Le jour où l'on supprime une dépense et l'impôt qui la finance, le vide est automatiquement comblé. L'argent libéré est dépensé et le PIB ne baisse pas »

Depuis qu'il a quitté la présidence d'Essilor, il y a des deux ans, Xavier Fontanet, professeur à HEC, fait des conférences sur la stratégie de l'entreprise. En dehors des étudiants, c'est l'occasion pour lui de toucher un vaste public allant des hommes politiques aux entrepreneurs de banlieues en passant par les cadres de grands groupes. A l'issue d'un séminaire destiné à trente-cinq élus (députés, sénateurs, maires) proches de l'UMP et de l'UDI, ces derniers lui ont demandé ce qu'il ferait s'il était à leur place. Le PDG retraité a alors livré en vingt minutes et vingt tableaux son diagnostic sur l'état catastrophique de la France et les solutions pour en sortir. Deux jeunes députés lui ayant déclaré : « La discussion que l'on vient d'avoir avec vous, on ne l'a jamais eu depuis cinq ans », ce fut le point de départ du livre qu'il vient de publier : *Pourquoi pas nous ?* qui recense les réformes entreprises par plusieurs pays (Allemagne, Canada, Suisse, Nouvelle-Zélande) pour sortir de la crise. Depuis sa publication, le livre, envoyé à l'ensemble des députés et des sénateurs, a eu un certain écho, y compris à gauche. Le président de l'Assemblée nationale, le socialiste Claude Bartolone, souhaiterait que Xavier Fontanet anime un séminaire pour une trentaine de députés de tous horizons politiques. La prise de conscience des élus est peut-être en marche.

Qu'est-ce qui vous inquiète le plus dans la situation de la France ?

J'ai demandé à PriceWaterhouse d'étudier l'évolution de la pression fiscale et sociale dans les vingt plus grandes économies du monde entre 2008 et 2014. Le résultat est saisissant. La France, qui était déjà troisième en 2008, est aujourd'hui première, nettement devant ses suivants immédiats, la Belgique et l'Italie, avec un niveau cumulé de taux marginaux d'impôts et de charges sociales deux fois plus élevé que l'Allemagne. Or c'est cet élément qui détermine l'attractivité d'un pays pour les investisseurs.

Vous dressez un constat accablant avec une sphère publique à 57% du PIB et un endettement à 100%. Comment en est-on arrivé là ?

L'origine, c'est l'idée que l'on peut dépenser plus que l'on ne gagne. Elle remonte à Valéry Giscard d'Estaing en 1974, premier budget en déficit d'une série ininterrompue depuis, et non à François Mitterrand. A l'époque, le poids de la sphère publique dans le PIB n'était que de 30%. Le système a été mis en place par une démocratie représentative qui est sous la coupe du secteur public en raison du poids des fonctionnaires parmi les élus, qu'ils soient de gauche ou de droite. La somme de toutes les pertes d'exploitation, et non les investissements de l'Etat, a créé la dette. On a transformé le mot perte d'exploitation en investissement. Si Keynes revenait, il critiquerait les keynésiens car il n'aurait jamais admis quarante ans de dérive des comptes publics.

Maintenant, les mêmes qui ont échoué commencent à expliquer que l'on peut s'endetter à l'infini puisque les taux d'intérêt sont



proches de zéro. C'est là où l'euro nous rend un mauvais service car, sans l'euro, on n'aurait jamais laissé la France s'endetter à ce niveau. Nous sommes drogués à la dette donc le retour est encore plus dur.

Comment avez-vous trouvé des solutions ?

J'ai beaucoup voyagé pendant quarante ans. Successivement chez Bénéteau, Eurest et Essilor, j'ai parcouru le monde entier. C'est ainsi que j'ai découvert la réforme de la santé lancée par le Premier ministre néo-zélandais dans les années 1980 et les réformes du Canadien Jean Chrétien entre 1993 et 2003. En Allemagne, Essilor avait décidé de fermer une grande usine à cause de la crise, au début des années 2000. On a discuté avec les syndicats allemands qui ont accepté de passer à 44 heures par semaine et au lieu de fermer Fribourg, nous y avons installé de nouvelles machines.

Que préconisez-vous pour la France ?

Il faut baisser le poids de la sphère publique dans le PIB de 12 points, soit 250 milliards d'euros, pour le remettre au niveau de l'Allemagne (45%). Les deux pays ont la même taille et leurs sphères publiques sont similaires (Etat, régions, pôle social). Les Allemands sont donc moins chers que nous pour un même service rendu aux populations. Il faut revenir progressivement à l'équilibre budgétaire en supprimant notre déficit de 80 à 90 milliards par an, annuler les 100 milliards de hausses d'impôts réalisées depuis le gouvernement Fillon puis rembourser une partie de la dette. On retrouve ainsi globalement le chiffre de 250 milliards à réaliser en dix ans soit 25 milliards par an.

Beaucoup craignent que la réduction des dépenses publiques fasse chuter la croissance et l'économie !

Quand on baisse une dépense, ce que l'on ne voit pas, c'est qu'il y a un impôt ou une charge derrière. Or, cet impôt versé par les citoyens ou les entreprises les empêche de consommer ou d'investir davantage. Le jour où l'on supprime une dépense et l'impôt qui la finance, le vide est automatiquement comblé. Cet argent est donc dépensé et cela ne réduit pas le PIB. Les keynésiens ont tort.

Comment faire passer le message ?

Dans toutes les expériences réussies à l'étranger, il y avait un tandem entre un homme politique Premier ministre et un banquier ou un DRH ministre des Finances. Ils ont tous affirmé que lorsqu'un Etat était endetté jusqu'au cou, on ne pouvait plus tout lui demander. Ils ont pris le problème par le haut en s'adressant aux populations. Il faut que celles-ci comprennent que la situation est grave. Il ne

n'est pas grave. Il y a un déficit dans les caisses d'assurance maladie, chômage et retraite. Il faut arrêter de les renflouer et dire aux partenaires sociaux, comme en Allemagne : je ne renfloue plus, débrouillez-

« Notre système politique est un système où l'on dépense trop en achetant les voix avec du déficit budgétaire »

faut pas que les dirigeants politiques rejettent la responsabilité sur leurs adversaires ou pré-décésseurs, sinon le peuple ne comprend pas. Notre système politique est un système où l'on dépense trop en achetant les voix avec du déficit budgétaire. Il faut donc observer trois principes simples : on ne peut pas dépenser plus qu'on ne gagne ; on ne peut pas tout demander à l'Etat ; il faut que les syndicats sortent de la lutte des classes. Les Allemands ont ainsi mis en avant l'idée de solidarité exigeante. Le ministre Hartz a fait beaucoup de pédagogie auprès des syndicats et le chancelier Schröder a expliqué que la situation difficile de l'Etat impliquait que chacun fasse des efforts. « Si tout travail mérite salaire, toute rémunération mérite que l'on travaille » fut-ce en faisant des petits boulots.

Comment agir en France ?

Il faut que les politiques prennent les choses en main. François Hollande ne se comporte pas comme Gerhard Schröder, Jean Chrétien ou Roger Douglas. Il ne doit pas laisser croire qu'on peut continuer à s'endetter et que ce



vous. Syndicats et patronat ont alors été obligés de s'entendre sur des réformes pour éviter la faillite du système. Pour réussir, la France devrait modifier sa constitution pour y inscrire notamment la nécessité de réaliser des budgets en équilibre. Il faudrait aussi remplacer le principe de précaution par un principe d'expérimentation.

Le gouvernement devra engager cinq grandes réformes en parallèle, confiées à cinq grands ministres, comme cela tout le monde contribuera à l'effort et sera touché en même temps : baisse du poids du régalien, réforme territoriale efficace, marché du travail, santé et retraites. Dans la santé par exemple, il faut continuer à limiter le remboursement des médicaments et surtout faire l'inverse de ce que se fait actuellement et comprendre que lorsqu'on ne paye rien, on dépense trop.

Dans le domaine des retraites, il faut revenir sur le mythe de la répartition. En prélevant pour un régime de capitalisation 7,5% du salaire, on obtient autant de revenu qu'avec les 22% prélevés actuellement par le système de répartition, car le marché financier croît plus vite que l'économie, comme on le constate depuis deux cents ans. En vingt ans, cela ferait économiser 120 milliards. La capitalisation coûte donc 2,5 fois moins cher que la répartition. C'est pourquoi, depuis des décennies, les Suisses, les Néo-Zélandais puis les Allemands ont adopté ce système.

Que risque-t-on si l'on ne fait rien ?

Il faudrait que les Français prennent conscience de ce qui s'est passé en Argentine. Quand un pays est surendetté et ne peut plus faire face, l'Etat est obligé de réduire ses dépenses, donc de cesser de rembourser les médicaments ou de payer les fonctionnaires.

Interview
Renaud Belleville
@renaudbellville 



Le regard lucide du champion de l'optique

Ingénieur des Ponts et chaussées, diplômé du MIT, Xavier Fontanet a eu une carrière éclectique au BostonConsultingGroup puis chez Bénéteau (chantiers navals) et Eurest (restauration collective) avant d'être, pendant vingt ans, directeur général puis PDG d'Essilor jusqu'en 2012. Resté administrateur du groupe, dont il fit le numéro un mondial de l'optique présent sur les cinq continents, Xavier Fontanet siège aussi au conseil de deux champions français particulièrement brillants L'Oréal et Schneider.



SIPA PRESS

